



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation Saint Jean de Dieu

Fondation reconnue d'utilité publique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation Saint Jean de Dieu Fondation reconnue d'utilité publique
173 rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Fondation Saint Jean de Dieu Fondation reconnue d'utilité publique

173 rue de la Croix-Nivert 75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation Saint Jean de Dieu,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Saint Jean de Dieu relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evénements importants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la fusion avec l'association Résidence du Lattay et la reprise du centre de Saint Martin des Douëts.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont décrites de manière appropriée dans les notes « 21 - Compte d'emploi des ressources » et « 22 – Compte de résultat par origine et destination » de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du trésorier et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 19 juin 2025

KPMG SA



Thierry Champion

Associé

Bureau de Paris
16, rue de Monceau
75008 Paris

T : +33(0) 1 42 99 66 44

www.bakertilly.fr



FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

Fondation Reconnue d'utilité publique par décret
du 24 juillet 2012

173, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

Comptes Annuels

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SOMMAIRE

ETATS DE SYNTHESE.....	4
BILAN ACTIF	4
BILAN PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT	6
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024	8
PRESENTATION DE LA FONDATION SAINT JEAN DE DIEU	8
1. L'objet social de la fondation Saint Jean de Dieu.....	8
2. Le périmètre de la fondation Saint Jean de Dieu	8
3. Les moyens mis en œuvre par la fondation Saint Jean de Dieu.....	10
ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE	10
ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE.....	10
METHODE D'INTEGRATION DES COMPTES	10
1. Principes et conventions générales	11
2. Détermination du résultat.....	11
3. Immobilisations et amortissements.....	12
4. Créances usagers et autres créances.....	12
5. Provisions et réserves réglementées :.....	12
6. Subventions d'investissement	12
7. Provisions pour risques et charges	12
8. La provision pour départ en retraite	12
9. Fonds dédiés.....	13
10. Les emprunts.....	13
11. Les engagements hors bilan donnés.....	13
12. Les engagements hors bilan reçus.....	13
13. Comptes de liaison.....	13
14. Les contributions volontaires en nature	13
CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	14
NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN	15
1. Note 1- Tableau des immobilisations.....	15
2. Note 2- Tableau des amortissements	16
3. Note 3 – Liste des filiales et participations	16
4. Note 4 - Stock et méthodes d'évaluation	17
5. Note 5 – Etat des créances et ventilation par échéance de recouvrement.....	17
6. Note 6 - Valeurs mobilières de placement	17
NOTES SUR LE PASSIF	18

7.	Note 7 - Tableau explicatif de la formation du résultat et du résultat effectif	18
8.	Note 8 - Tableau Suivi des résultats.....	19
9.	Note 9 – Tableau de variation des Fonds Propres.....	20
10.	Note 10 - Tableau des provisions réglementées.....	20
11.	Note 11 - Tableau des provisions pour risques et charges	21
12.	Note 12 - Tableau des fonds reportés liés aux legs	21
13.	Note 13 - Tableau de variation des fonds dédiés	22
14.	Note 14 - Tableau des dettes et ventilation par échéance	23
AUTRES INFORMATIONS		23
15.	Note 15 – Effectif moyen.....	23
16.	Note 16 - Indemnité de départ à la retraite.....	24
17.	Note 17 – Engagements hors bilan	24
18.	Note 18 - Information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants	26
19.	Note 19 - Honoraires du Commissaire aux comptes.....	26
20.	Note 20 – Bénévolat.....	26
21.	Note 21 - Compte d’emploi des ressources.....	26
22.	Note 22 - Compte de résultat par origine et destination.....	27

ETATS DE SYNTHESE

BILAN ACTIF

BILAN ACTIF AU 31-12-2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	20 715	12 533	8 182	11 076
Frais de recherche et de développement	189 899	189 899	-	6 020
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 866 363	2 203 930	662 434	68 458
Autres immobilisations incorporelles	258 717	230 360	28 357	104 102
Immobilisations incorporelles en cours	598 154		598 154	552 985
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	6 180 796		6 180 796	4 951 886
Constructions	168 662 139	93 076 143	75 585 996	69 456 614
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 296 200	10 885 486	3 410 714	3 360 589
Autres immobilisations corporelles	40 352 239	26 717 094	13 635 145	8 136 059
Immobilisations corporelles en cours	14 612 070		14 612 070	13 245 001
Avances et acomptes	10 672		10 672	9 018
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 772 564		1 772 564	125 000
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	7 801 595	717 188	7 084 407	7 232 790
Autres titres immobilisés	5 143 142		5 143 142	4 955 392
Prêts	4 117 144		4 117 144	4 146 321
Autres	1 270 900	52 119	1 218 781	1 183 556
Total I	268 153 310	134 084 752	134 068 557	117 544 865
Compte de Liaison				-
ACTIF ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	248 326	-	248 326	271 765
Avances et acomptes	73 466		73 466	71 611
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 937 265	560 508	9 376 757	9 536 225
Créances reçues par legs ou donations	351 690		351 690	190 000
Autres	8 205 635		8 205 635	9 883 146
Valeurs mobilières de placement	40 222 685	675 198	39 547 487	33 785 430
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	35 100 418		35 100 418	40 398 459
Charges constatées d'avance	595 453		595 453	468 332
Total II	94 734 938	1 235 706	93 499 232	94 604 968
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	362 888 248	135 320 458	227 567 789	212 149 833

BILAN PASSIF

BILAN PASSIF AU 31-12-2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	42 216 694	41 999 097
Fonds propres complémentaires	3 839 482	3 599 463
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 106 700	1 192 638
Ecarts de réévaluation	106 992	106 992
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	20 770 347	20 754 265
Réserves pour projet de l'entité	25 318 152	22 533 337
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	16 054 563	13 269 747
Autres		
Report à nouveau	- 6 079 111	- 3 689 696
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	- 11 856 016	- 9 733 042
Excédent ou déficit de l'exercice	- 654 188	- 1 507 637
- dont résultat des activités sous gestion contrôlées	- 3 168 331	- 1 533 086
Situation nette (sous total)	86 625 068	84 988 458
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 551 085	10 663 058
Provisions réglementées	15 951 447	11 187 798
Total I	114 127 600	106 839 313
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 113 162	315 000
Fonds dédiés	26 590 550	27 164 986
Total II	28 703 712	27 479 986
PROVISIONS		
Provisions pour risques	500 442	217 830
Provisions pour charges	5 724 006	7 484 991
Total III	6 224 448	7 702 821
DETTES		
Empr Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45 632 617	41 415 429
Emprunts et dettes financières diverses	1 521 555	1 623 884
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 172 987	5 821 103
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	17 635 879	13 919 577
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 289 423	826 435
Autres dettes	6 126 920	6 245 775
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	132 646	275 510
Total IV	78 512 028	70 127 713
Ecarts de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	227 567 789	212 149 833

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01-01-2024 au 31-12-2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	3 285 218	2 632 227
dont parrainages		
dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	2 403 889	2 081 307
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	148 138 976	137 893 655
dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	94 621 142	85 987 772
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		0
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	541 651	521 187
Mécénats	25 000	
Legs, donations et assurances-vie	1 395 835	424 531
Contributions financières	1 787 900	6 946 721
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 431 733	2 749 161
Utilisations des fonds dédiés	4 266 735	2 793 098
Autres produits	638 147	898 374
Total I	162 511 195	154 858 954
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		-
Variation de stock		-
Achats de matières premières et autres approvisionnement	2 422 702	2 374 428
Variation de stock	24 321	9 328
Autres achats et charges externes	35 803 155	33 169 134
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	10 286 918	9 225 259
Salaires et traitements	70 579 558	64 341 118
Charges sociales	30 827 264	27 877 973
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 613 682	8 787 453
Reports en fonds dédiés	3 010 909	10 631 316
Autres charges	2 560 253	1 025 757
Total II	165 128 761	157 423 111
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 2 617 566	- 2 564 157
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 602 882	1 098 871
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	772 395	1 135 674
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	734 488	466 790
Total III	3 109 766	2 701 335
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	600 850	1 090 750
Intérêts et charges assimilées	1 318 248	1 077 697
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	181 756	204 030
Total IV	2 100 853	2 372 477
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 008 913	328 858
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 1 608 654	- 2 235 299

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	432 426	481 885
Sur opérations en capital	1 045 199	1 069 558
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	439 716	231 105
Total V	1 917 341	1 782 548
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	174 294	337 201
Sur opérations en capital	27 287	33 179
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	761 177	684 507
Total VI	962 759	1 054 887
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	954 582	727 661
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	117	-
Total des produits (I + III + V)	167 538 302	159 342 837
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	168 192 491	160 850 475
EXCEDENT OU DEFICIT	- 654 188	- 1 507 639
<i>- dont résultat des activités sous gestion contrôlées</i>	<i>- 3 168 331</i>	<i>- 1 533 086</i>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	74 746	19 397
Bénévolat	46 237	73 725
TOTAL	120 983	93 122
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	74 746	19 397
Personnel bénévole	46 237	73 725
TOTAL	120 983	93 122

FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

Fondation Reconnue d'utilité publique
Siège social : 173 rue de la Croix Nivert - 75015 Paris
Comptes arrêtés le 29/04/2025 lors de la réunion du bureau

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

Les comptes annuels se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2024 :

Total du bilan :	227.567.789 €
Résultat comptable avant reprise résultat antérieur	- 654.188 €
dont	
- Excédent de l'activité propre	2.514.144 €
- Déficit de l'activité sous contrôle	- 3.168.331 €

PRESENTATION DE LA FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

1. L'objet social de la fondation Saint Jean de Dieu

La Fondation Saint Jean de Dieu est une Fondation reconnue d'utilité publique depuis 2012, qui accueille, accompagne et soigne plus de 20.000 personnes chaque année, dans 6 établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux répartis sur Paris, Marseille et la Bretagne.

1.400 salariés y travaillent au quotidien au côté des Frères hospitaliers de Saint Jean de Dieu, animés par la conviction que tout être humain doit être pris en charge dans sa globalité, avec sa propre histoire, et dans le respect de ses droits. Selon l'enseignement légué par saint Jean de Dieu, toute personne dans le besoin est accueillie dans nos établissements sans distinction et sur la base des valeurs d'hospitalité et d'éthique qui imprègnent le professionnalisme et l'humanité des collaborateurs.

Chaque projet conduit au sein de la Fondation Saint Jean de Dieu s'inspire de l'histoire de l'Ordre hospitalier et s'incarne au travers de valeurs qui précisent l'esprit dans lequel la Fondation désire que soient déclinées toutes les actions qu'elle met en place.

S'appuyant sur l'expérience séculaire des Frères hospitaliers de Saint Jean de Dieu dans le monde entier, la Fondation Saint Jean de Dieu souhaite poursuivre sa mission en se faisant également porte-parole des personnes qu'elle accueille, en interpellant l'opinion sur le respect de leurs droits et en faisant changer le regard que la société porte sur elles.

2. Le périmètre de la fondation Saint Jean de Dieu

Le périmètre de la Fondation au 31 décembre 2024 se présente comme suit :

Centre médico-social du Croisic : établissement pour adultes handicapés qui a une capacité de 89 lits et places autorisés. Il compte 3 établissements autonomes : une maison d'accueil spécialisée (MAS), un foyer d'accueil médicalisé (FAM) et un foyer de vie pour adultes handicapés physiques.

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Forbin : ce centre offre 248 lits en hébergement d'urgence, et 35 lits en hébergement d'insertion plus 13 lits supplémentaires durant la période hivernale (1^{er} novembre au 31 mars). Un nouveau dispositif a été mis en place en octobre 2023 par le Centre Forbin avec l'ouverture de **22 Lits Halte Soins Santé**.

Le Centre médico-social Lecourbe Paris 15 : il propose trois structures d'accueil : un Institut d'Éducation Motrice (124 places avec un internat de 35 lits dont une Maison des Répits de 20 places et un SESSAD de 15 places), une Unité Spécialisée pour Enfants Polyhandicapés (48 places) et une Maison d'Accueil Spécialisée (53 places dont 5 places d'accueil de jour).

EHPAD Saint-Barthélemy : Cette maison de retraite médicalisée accueille au sein de 5 unités de vie, les personnes âgées de 60 ans minimum avec une orientation géro-psycho-geriatrique, maladies neuro-dégénératives, personnes issues de l'errance. Elle est autorisée pour 245 lits.

Centre Hospitalier Dinan/Saint-Brieuc : avec une activité répartie sur 22 sites entre Dinan et Saint Brieuc, ce centre accueille les personnes en situation de détresse psychologique ou atteintes de pathologies psychiatriques. Sa capacité est de 212 lits et 123 places.

Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) « Armor » est autorisé pour 40 places dont 33 sont financées par le C.D. Il accompagne le projet de vie d'adultes handicapés psychiques en favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux ou professionnels et en facilitant leur accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité.

Centre les Récollets-La Tremblay : il est composé de 3 établissements et un service commun chargé de l'administration et de la gestion de ces 3 établissements : un établissement de soins de suite et de réadaptation (SSR), situé à Doué en Anjou (49), de 38 lits et 2 places d'hospitalisation de jour avec une équipe mobile de soins palliatifs, une maison d'accueil spécialisée (MAS) de 85 places accueillant des adultes polyhandicapés à partir de 20 ans, située à Saint Hilaire Saint Florent (49), se répartissant en 70 places en accueil permanent, 8 places en accueil de jour et 7 places en accueil temporaire, un établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP) de 27 places accueillant des enfants et adolescents polyhandicapés de 3 ans à 20 ans se répartissant en 22 places en internat situées sur le site des Capucins à Angers et 5 places en accueil de jour sur le site de la MAS.

EHPAD Vivre Ensemble : il est composé de 3 établissements : Résidence Rose Giet, située à la Salle Vihiers (49), de 85 places d'hébergement permanent, Résidence Regina Mundi, située à la Salle Vihiers, de 60 places d'hébergement permanent et la Résidence L'Angevinière, située à la Jumellière (49) de 37 places pour personnes âgées dépendantes et 13 places d'unité pour personnes âgées désorientées, toutes en hébergement permanent.

Centre Sacré Cœur : il a pour objet la gestion d'établissements médicalisés destinés à l'accueil de personnes âgées. Le centre est présent sur deux sites : la maison de Niort, 79 places en accueil permanent ou temporaire et 6 places en accueil de jour, et la maison de Cherveux, 42 places en accueil permanent ou temporaire et 12 places de Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA). Il gère, également, un village retraite à Cherveux composé de 15 pavillons adaptés aux PMR, qui au terme de travaux de réhabilitations se verra doté de 8 pavillons supplémentaires et de 4 logements meublés, et 4 appartements (meublés ou non) à Niort proches de la maison de retraite. Le centre propose un parcours résidentiel alternatif avec un Service d'Accompagnement et d'Aides à Domicile (SAAD) 7j/7. Le SAAD s'est engagé dans le Service Polyvalent d'Accompagnement et de Soins à Domicile (SPASAD) Sud Deux-Sèvres et il facilite, ainsi, la coordination des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD).

Centre Saint Raphaël : issu de la fusion avec l'association Benoît Menni, il rejoint la fondation au 1er janvier 2023. Ce centre accueille au sein de son Foyer de vie occupationnel des personnes en situation de handicap mental. 70 places dont 60 en internat et 10 en semi-internat

Centre Sainte Germaine : également issu de la fusion avec l'association Benoît Menni, il rejoint la fondation au 1er janvier 2023. Ce centre accueille des personnes en situation de handicap physique et dispose de 85 places dont 49 places en foyer de vie, 30 places en foyer d'accueil médicalisé et 6 places en accueil de jour.

Centre Saint Martin des Douëts : Basé à Tours, le Centre Saint Martin des Douëts a rejoint la Fondation le 1er mars 2024 avec rétroactivité au 1er janvier 2024. Il comprend un IMPro de 60 places installées dont 36 avec hébergement, un SESSAD de 56 places installées et un Centre de Formation pour Apprenti(e)s.

Centre du Lattay : L'association "Résidence du Lattay" a été fondée dans les années 1950 pour accueillir les femmes isolées de St Lambert du Lattay. Grâce aux dons des habitants, une maison de

retraite a été ouverte en 1966 et a subi plusieurs rénovations. En 2019, un nouvel EHPAD a été inauguré, accueillant 71 résidents. Le Centre du Lattay a rejoint la Fondation le 1^{er} juillet 2024 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024.

3. Les moyens mis en œuvre par la fondation Saint Jean de Dieu

Conformément à son objet social, la Fondation Saint Jean de Dieu est en quête de toutes les ressources utiles à la réalisation de ses missions notamment par :

- Les produits de tarifications des établissements ESSMS et sanitaire,
- La collecte des fonds auprès du public ;
- La mise en place de partenariats publiques et privés ;
- La réalisation de tout type d'investissement de nature à développer l'action de la Fondation ;
- La gestion rigoureuse des fonds versés par le public ;
- La réalisation de tout acte de gestion, d'administration et de disposition du parc immobilier de la Fondation en provenance de certaines libéralités dont elle bénéficie

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE

Au 1er janvier 2024, l'association Résidence du Lattay située dans le Maine-et-Loire a fusionné avec la Fondation ajoutant un nouveau Centre au périmètre de la fondation. Les actifs et passifs de l'association Résidence du Lattay ont intégrés au bilan du nouveau Centre du Lattay. le centre Saint Martin des Douëts, situé à Tours, a rejoint la Fondation le 1er mars 2024 avec rétroactivité au 1er janvier 2024

Les principaux impacts de ces fusions sont :

- Une évolution des ressources de 8,4 millions d'euros dont 7,2 millions de produits de la tarification ;
- Une évolution des charges de 8,3 millions d'euros dont 1,9 millions d'euros de charges externes et 5,2 millions de masse salariale ;
- Une évolution des fonds propres de 7.5 millions d'euros ;
- Une évolution des immobilisations nettes de 11,8 millions d'euros ;
- Une évolution des dettes financières de 6,4 millions d'euros.

ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Le 22 mai 2025, la Fondation Saint Jean de Dieu s'est engagée à céder à la Fondation Cognacq-Jay 13 334 parts du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Oudinot Cognacq-Jay, sous réserve de l'approbation de la modification de la convention constitutive par l'ARS Île-de-France. Le montant de cette cession est fixé à 5 950 K€.

METHODE D'INTEGRATION DES COMPTES

La Fondation présente les comptes de son action au sein de comptes annuels qui correspondent à une seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements qui lui sont attachés sous le contrôle de tiers financeurs.

La tenue de comptabilité de la Fondation est décentralisée dans les établissements.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sanitaire, médico-sociale ou sociale et à un siège.

1. Principes et conventions générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe) ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels du plan comptable des associations et Fondations (règlements 2018-06 et 2019-04 de l'autorité des normes comptables).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Par ailleurs, la Fondation relève aussi :

- De l'instruction comptable n°09-006-M22 du 31 mars 2009, dont le Tome 1 est applicable aux établissements privés non lucratif,
- De l'article R.314-5 du Code de l'action sociale et des familles (CAFS) qui prévoit que la liste des comptes qui doivent être obligatoirement ouverts dans les établissements gérés par une personne morale de droit privé est fixée par arrêté, les comptes non prévus étant ouverts conformément au plan comptable général.

Le plan comptable applicable aux « établissements et services privés sociaux et médico-sociaux (ESMS) relevant du I de l'article L. 312-1 du C.A.S.F. » pour l'exercice 2024 est celui mis à jour par l'arrêté du 27 décembre 2024.

2. Détermination du résultat

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- Les résultats sous contrôle de tiers financeurs.

Les établissements sont sous contrôle des ARS ou des Conseils Départementaux qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF.

En ce sens, trois niveaux de résultats apparaissent :

- Le résultat comptable (note 7) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- C'est ce résultat, qui une fois consolidé, est certifié par le Commissaire aux Comptes et approuvé par le Conseil d'Administration.
- Le résultat effectif (note 7) : correspond au « résultat comptable » auquel on ajoute la reprise du résultat,
- Le résultat de gestion contrôlée (note 8) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2024, celui de l'année 2022) et on déduit les dépenses inopposables (congrés payés et amortissements différés).

Le résultat de la Fondation résulte de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. En fait compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, les résultats des établissements ne sont pas fongibles.

3. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel...

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

La Fondation applique les règlements n° 2002-10, n° 2003-07 et n° 2004-06 sur les actifs.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien (structure et ouvrages : 18 à 60 ans et autres immobilisations : 3 ans à 10 ans).

Dépréciation des immobilisations : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif. Aucune dépréciation n'a été constatée.

4. Créances usagers et autres créances

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles.

5. Provisions et réserves réglementées :

Les provisions réglementées correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 décembre 1985),
- Les renouvellements des immobilisations : pour donner suite à la réforme du plan comptable applicable aux comptes ouverts au 1er janvier 2020, ces comptes ne peuvent plus être utilisés et les montants de ces comptes doivent être réaffectés dans un compte de fonds dédiés de racine 1921 (hors établissements sanitaires).
- Plus-values nettes de cession d'actif (article R.314-81 et R.314-95 du CAFS, réaffirmée par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Amortissements dérogatoires

6. Subventions d'investissement

La Fondation enregistre les subventions d'investissement dans les fonds associatifs dans les comptes compte 131 : ce compte concerne les biens non renouvelables ou les biens renouvelables dont le financement à l'issue de la durée de vie du bien sera assuré par un tiers.

Dans ce cas, le montant de la subvention est à rapporter au compte de résultat en contrepartie des amortissements pratiqués sur l'immobilisation concernée.

7. Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste incertaine.

8. La provision pour départ en retraite

Elle est évaluée en application de la convention collective :

- FEHAP 51 pour tous les établissements exception faite du centre Saint Martin-des-Douëts
- Nexem 66 pour le centre Saint Martin-des-Douëts

9. Fonds dédiés

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan après les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets émanent de la subvention versée par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

La réforme du plan comptable des entités à but non lucratif a créé un compte de fonds dédiés à l'investissement alimenté par les montants des comptes de provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations.

10. Les emprunts

En partie contractés avant le 1^{er} octobre 2012, les emprunts ont été souscrits par les associations gestionnaires des établissements et ils ont été transférés à la Fondation.

11. Les engagements hors bilan donnés

Les engagements hors bilan portant sur des affectations hypothécaires sur biens ou droits réels immobiliers, ont été consentis, initialement, par les associations gestionnaires des établissements, antérieurement à la création de la Fondation.

12. Les engagements hors bilan reçus

Les engagements hors bilan reçus (garanties données par les collectivités territoriales) ont été donnés, initialement, au profit des associations gestionnaires des établissements, antérieurement à la création de la Fondation. Le transfert de ces garanties au profit de la Fondation a été régularisé.

13. Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison. La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2024, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers agrégés de la Fondation.

14. Les contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions en nature reçues sont classées en trois catégories de produits :

- Les contributions volontaires liées à la générosité du public ;
- Les contributions volontaires non liées à la générosité du public ;
- Les concours publics en nature.

Le Règlement ANC n°2018-06 apporte une nouveauté qui réside dans l'obligation de la Fondation de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par la Fondation.

La fondation a valorisé les contributions volontaires en nature constitués de bénévolat pour les centres où cela est significatif.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

La méthode de suivi des VMP a été modifiée au cours de l'exercice 2024 passant de la méthode dite FIFO (First In First Out) à la méthode par coût unitaire moyen pondéré (CUMP). L'impact sur les fonds propres s'élève à + 64 K€.

NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

NOTES SUR L'ACTIF

1. Note 1- Tableau des immobilisations

Détail des immobilisations (en euro)	Valeur brute Début exercice	Reprise Exercice	Acquisitions	Cessions	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Logiciels	2 289 070	9 033	59 035	-	699 124	3 056 263
Frais d'établissement	26 123		-	5 409	-	20 714
Autres immob. Incorporelles	269 444		741	11 469	-	258 716
Immobilisations incorporelles en cours	552 985		679 230	-	634 060	598 154
Avances et acomptes						-
<i>Total des Immobilisations Incorporelles</i>	3 137 622	9 033	739 006	16 878	65 065	3 933 848
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	4 951 885	1 172 114	47 092	-	9 704	6 180 796
Constructions et agencements générales	149 818 342	11 305 999	1 046 023	34 292	6 526 067	168 662 140
Instal. Tech. Mat & Out. Ind.	14 534 096	1 140 297	549 267	843 019	1 084 440	14 296 200
Materiel de transport	3 006 558	199 155	232 053	102 456	-	3 335 310
Materiel de bureau , inform. et mobilier	17 716 937	656 484	684 263	1 832 993	1 309 455	15 915 236
Autres immob. corporelles	17 295 488	390 562	502 320	78 416	2 991 739	21 101 693
Immobilisations en cours	13 244 999	26 294	8 559 752	20 294	7 198 681	14 612 070
Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés	125 000		1 772 564	125 000	-	1 772 564
Avances et acomptes	9 018		5 248	3 594		10 672
<i>Total des Immobilisations corporelles</i>	220 702 325	14 890 905	13 398 582	3 040 065	- 65 065	245 886 681
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations	7 480 019	321 576	-	-	-	7 801 594
Autres titres immobilisés	4 955 392	156 938	30 813	-	-	5 143 142
Prêts	4 146 322		167 320	196 498	-	4 117 144
Autres immobilisations financières	1 203 875	7 050	71 722	11 747	-	1 270 900
<i>Total des Immobilisations Financières</i>	17 785 608	485 563	269 855	208 245	-	18 332 781
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	241 625 555	15 385 501	14 407 443	3 265 188	0	268 153 310

2. Note 2- Tableau des amortissements

Détail des Amortissements (en euro)	Valeur début Exercice	Dossiers repris	Dotation	Reprise	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Logiciels	1 970 217	8 877	236 306	11 469	-	2 203 929
Frais d'établissement	15 048	-	2 894	5 409	-	12 533
Frais de recherche et de développement	183 879	-	6 020	-	-	189 899
Autres immob. incorporelles	225 838	-	7 489	2 967	-	230 360
<i>Total des Immobilisations Incorporelles</i>	2 394 981	8 877	252 710	19 844	-	2 636 722
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions et agencements générales	80 361 729	1 874 419	5 581 528	65 399	5 193 069	93 076 143
Instal. Tech. Mat & Out. Ind.	11 173 506	708 814	849 633	744 312	-1 102 156	10 885 485,93
Matériel de transport	2 259 616	153 570	245 787	102 130	- 134 472	2 422 370
Matériel de bureau, inform. et mobilier	16 314 460	504 315	924 723	263 003	432 730	17 913 225
Autres immob. corporelles	11 308 850	384 267	719 530	1 641 977	-4 389 170	6 381 498
<i>Total des Immobilisations corporelles</i>	121 418 162	3 625 385	8 321 200	2 686 024	-	130 678 723
IMMOBILISATIONS FINANCIERE S						
Participations et Créances rattachées	247 228	-	469 960	-	-	717 188
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	20 319	-	31 800	-	-	52 119
<i>Total des Immobilisations Financières</i>	267 547	-	501 760	-	-	769 307
TOTAL	124 080 690	3 634 262	9 075 670	2 705 868	-	134 084 752

3. Note 3 – Liste des filiales et participations

En milliers d'euros

GCS OUDINOT – COGNACQ-JAY

Capital	16 335
Primes d'émission	225
Report à nouveau	-606
Subventions d'investissement	44
Quote-part du capital détenu (en pourcentage)	40%
Valeur comptable brute des titres détenus	6 667
Valeur comptable nette des titres détenus	5950
Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	27 951
Résultat du dernier exercice clos	-564
Provision pour dévaluation des titres 2024	470
Provision antérieure	247

Le 22 mai 2025, la Fondation Saint Jean de Dieu s'est engagée à céder à la Fondation Cognacq-Jay 13 334 parts du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Oudinot Cognacq-Jay, sous réserve de l'approbation de la modification de la convention constitutive par l'ARS Île-de-France. Le montant de cette cession est fixé à 5 950 K€.

4. Note 4 - Stock et méthodes d'évaluation

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

5. Note 5 – Etat des créances et ventilation par échéance de recouvrement

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 24 657 587 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	179 500	-	179 500
Prêts	4 117 144	386 099	3 731 045
Autres	1 270 900	-	1 270 900
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	9 937 265	9 937 265	-
Créances reçues par legs ou donations	351 690	351 690	-
Autres	8 205 635	8 205 635	-
Charges constatées d'avance	595 453	595 453	-
Total	24 657 587	19 476 143	5 181 445
Prêts accordés en cours d'exercice	11 509	11 509	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	175 018	-	-

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	1 270 528
Personnel - produits à recevoir	6 341
Charges sociales - produit à recevoir	321 858
Impôts et taxes - produits à recevoir	246 373
Divers - produits à recevoir	4 649 643
Disponibilités - produits à recevoir	259 119
Total	6 753 862

6. Note 6 - Valeurs mobilières de placement

Les principales valeurs mobilières de placement détenues sont des actions, des obligations, des SICAV immobilière et des SCPI.

La méthode de suivi des VMP a été modifiée au cours de l'exercice 2024 passant de la méthode dite FIFO (First In First Out) à la méthode par coût unitaire moyen pondéré (CUMP). L'impact au bilan s'élève à + 64 K€.

La formule de calcul de valorisation est la suivante : (valeur du stock initial + valeur des acquisitions) / (total des unités en stock).

Au 31 décembre 2024, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 40 222 685 € (montant brut).

Les valeurs mobilières de placement, hors coupons ou dividendes courus, figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition qui s'élève à 40 137 731 €.

Leur valeur liquidative, à la même date, s'élève à 39 839 718 €. La plus-value globale nette latente n'a pas été comptabilisée et s'élève à 1,2 million d'euros.

Une provision pour dépréciation a été comptabilisée pour 619 858 € correspondant aux moins-values latentes constatées sur certains titres des portefeuilles.

Les moins-values latentes des actions et obligations sont évaluées sur la valeur de cours à la clôture.

Les moins-values latentes sur les SCPI et SICAV monétaires sont évaluées sur une méthode prospective permettant de tenir compte des revenus à venir.

NOTES SUR LE PASSIF

7. Note 7 - Tableau explicatif de la formation du résultat et du résultat effectif

Le résultat comptable de la Fondation est un déficit de 654 188 €.

Le résultat effectif est de – 865 240 €.

CENTRES	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT ADM. ANTERIEUR	RESULTAT EFFECTIF
SAVS DINAN	28 098		28 098
EHPAD ST BARTHELEMY	22 790		22 790
CHRS FORBIN	323 941	-347 000	-23 059
LHSS FORBIN	499		499
CENTRE SAINT RAPHAEL	-122 003		-122 003
CMS LECOURBE	-842 046		-842 046
SAINTE GERMAINE	-975 624		-975 624
CMS LE CROISIC	-103 294		-103 294
LES RECOLLETS	41 518		41 518
LES ROMANS - LA TREMBLAYE	-322 588		-322 588
VIVRE ENSEMBLE	-631 810		-631 810
SACRE CŒUR	-681 887		-681 887
LE LATTAY	-475		-475
SAINT MARTIN DES DOUETS	94 551	135 948	230 499
RESULTAT GESTION CONTROLEE	-3 168 331	-211 052	-3 379 382
CH. DINAN	1 922 543		1 922 543
INSTITUT DE FORMATION	-218		-218
SIEGE	591 819		591 819
RESULTAT GESTION PROPRE	2 514 144		2 514 144
RESULTAT FONDATION	-654 188	-211 052	-865 240

8. Note 8 - Tableau Suivi des résultats

	GESTION CONTROLEE	GESTION PROPRE	FONDATION
RESULTAT COMPTABLE	-3 168 331	2 514 144	-654 188
RESULTAT ADMINISTRATIF	-3 535 196	2 514 144	-1 021 052

Le détail par établissement se présente comme suit :

CENTRES	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT EFFECTIF	DEPENSES INOPPOSABLES CONGES PAYES ET AUTRES	RESULTAT ADMINISTRATIF
CH. DINAN	1 922 543	1 922 543		1 922 543
SAVS DINAN	28 098	28 098	-3 643	24 455
CH DINAN - ST BRIEUC	1 950 641	1 950 641	-3 643	1 946 998
EHPAD ST BARTHELEMY	22 790	22 790		22 790
CHRS	323 941	-23 059	-7 818	-30 877
LHSS	499	499		499
Gestion propre	0			
FORBIN	324 440	-22 560	-7 818	-30 378
SAINT RAPHAEL	-122 003	-122 003	-145 174	-267 177
I.E.M	-456 134	-456 134		-456 134
USEP	2 286	2 286		2 286
MAS	-388 198	-388 198		-388 198
CMS LECOURBE	-842 046	-842 046		-842 046
SAINTE GERMAINE	-975 624	-975 624	524	-975 100
MAS	-22 409	-22 409		-22 409
FOYER	-80 885	-80 885		-80 885
CMS LE CROISIC	-103 294	-103 294		-103 294
LES RECOLLETS	41 518	41 518		41 518
INSTITUT DE FORMATION	-218	-218		-218
LES ROMANS LA TREMBLAYE	-322 588	-322 588		-322 588
LES RECOLLETS/ LA TREMBLAYE	-281 289	-281 289		-281 289
VIVRE ENSEMBLE	-631 810	-631 810		-631 810
SACRE CŒUR	-681 887	-681 887		-681 887
LE LATTAY	-475	-475		-475
IME	77 536	185 264		185 264
SESSAD	17 015	45 235	-299	45 534
SAINT MARTIN DES DOUETS	94 551	230 499	-299	230 798
SIEGE	591 818	591 818		591 818
TOTAL FONDATION	-654 188	-865 240	-156 410	-1 021 052

9. Note 9 – Tableau de variation des Fonds Propres

Tableau des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	A.P.A.	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	0	0	0	0	0	0
Fonds propres sans droit de reprise	45 598 560	210 340	0	247 276	0	46 056 176
Patrimoine intégré	0	0	0	0	0	0
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	1 192 638	0	0	0	85 938	1 106 700
Ecart de réévaluation	106 992	0		0	0	106 992
Réserves	43 287 604	1 888 580	894 860	56 613	39 156	46 088 501
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>13 269 748</i>	<i>1 888 580</i>	<i>894 860</i>	<i>56 613</i>	<i>55 237</i>	<i>16 054 563</i>
Report à nouveau	-3 689 697	-92 317	-2 354 466	149 014	91 644	-6 079 112
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-9 732 251</i>	<i>-77 360</i>	<i>-3 052 257</i>	<i>1 335 592</i>	<i>329 742</i>	<i>-11 856 018</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 507 638	48 031	1 459 606	-654 188	0	-654 188
<i>dont résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 533 086</i>	<i>48 031</i>	<i>1 485 055</i>	<i>-3 168 331</i>	<i>0</i>	<i>-3 168 331</i>
Situation nette	84 988 459	2 054 634	0	-201 285	216 738	86 625 068
Fonds propres consommables	0	0		0	0	0
Subventions d'investissement	10 663 057	961 755		791 921	865 647	11 551 086
Provisions réglementées	11 187 797	4 465 002		1 104 358	805 711	15 951 446
TOTAL	106 839 314	7 481 391	0	1 694 994	1 888 096	114 127 600

La méthode de suivi des VMP a été modifiée au cours de l'exercice 2024 passant de la méthode dite FIFO (First In First Out) à la méthode par coût unitaire moyen pondéré (CUMP). L'impact sur les fonds propres s'élève à + 64 K€.

La dotation d'origine de la Fondation comprenait des biens mobiliers d'une valeur nette de 2 M€, le tout formant l'objet de deux actes notariés, dotation faite d'une part, par l'Ordre Hospitalier Saint Jean de Dieu à hauteur d'1 M€, d'autre part, par l'Association reconnue d'utilité publique Œuvre Hospitalière de Marseille Accueil de Nuit des Hommes à hauteur d'1 M€ en vue de la reconnaissance de la Fondation Saint Jean de Dieu comme établissement d'utilité publique.

10. Note 10 - Tableau des provisions réglementées

Provisions réglementées

Provisions réglementées	Provisions au début de l'exercice	Apport	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Transfert	Provisions à la fin de l'exercice
Couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS	710 926	-	-	-	-	710 926
Provisions relatives aux autres éléments de l'actif	7 163 768	3 597 055	625 620	435 763	- 25 951	10 924 730
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-
Provision spéciale de réévaluation	1 562 604	-	-	-	-	1 562 604
Plus-values réinvesties	190 010	-	-	-	-	190 010
Produits financiers des ESSMS	709 020	174 428	112 743	3 953	-	992 238
Plus-values de cession d'éléments d'actif	851 470	693 519	22 814	-	3 137	1 570 940
TOTAL	11 187 798	4 465 002	761 177	439 716	- 22 814	15 951 447

Répartition des dotations et reprises :

Exploitation

Financières

Exceptionnelles

-	-
-	-
761 177	439 716

11. Note 11 - Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Apport	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Transfert	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	217 830	206 048	152 687	76 123	-	500 442
Garanties données aux clients						
Pertes sur marchés à terme						
Amendes et pénalités						
Perte de change						
Charges sur legs ou donations	-	-	-	-	66 542	66 542
Pensions et obligations similaires	7 091 715	16 700	122 320	1 953 986	-	5 276 749
Restructurations						
Impôts						
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges	393 275	141 462	18 856	161 943	- 10 936	380 715
TOTAL	7 702 821	364 210	293 863	2 192 052	55 606	6 224 448
Répartition des dotations et reprises :						
Exploitation			293 863	2 192 052	55 606	
Financières				-		
Exceptionnelles						

12. Note 12 - Tableau des fonds reportés liés aux legs

Situations Ressources	A l'ouverture de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Legs et donations	315 000	2 113 162	315 000	2 113 162
Donations temporaires d'usufruit				
Total	315 000	2 113 16	315 000	2 113 16

13. Note 13 - Tableau de variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A l'ouverture de l'exercice	APA	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont rembourse ments		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS								
TOTAL	7 339 672	681 444	1 018 111	702 182	-	-	8 337 045	5 000
Subventions d'exploitation								
TOTAL	5 034 910	-	645 518	1 947 200	-	-	3 733 229	41 683
Contributions financières d'autres organismes								
TOTAL	13 301 981	-	936 963	982 258	-	- 53	13 256 632	27 534
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL	1 488 423	-	410 317	635 097	-	-	1 263 644	
TOTAL GENERAL	27 164 987	681 444	3 010 910	4 266 737	-	- 53	26 590 550	74 217

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Les fonds dédiés à l'investissement représentent 19 millions d'euros à la clôture. Les principaux fonds dédiés concernent :

- L'EHPAD Saint Barthelemy pour le projet d'EHPAD de demain – 2 M€ (contributions financières) ;
- L'EHPAD Saint Barthelemy pour le financement du bail à construction - 1,2 M€ (contributions financières) ;
- La MAS des Romans pour les financements des extensions – 3,4 M€ (autorité de tarification) ;
- Le CMS Lecourbe pour le financement de l'IEM – 1 M€ (autorité de tarification) ;
- Le CMS Lecourbe pour divers aménagements et équipements – 1,7 M€ (contributions financières) ;
- Le CMS Lecourbe pour des travaux au sein de la MAS, de l'IEM et de la cuisine – 0,5 M€ (produits de legs et assurances vie) ;
- Le CH Dinan-Saint Brieuc pour l'accompagnement à la création du CRT et de psychogé – 0,8 M€ (contributions financières) ;
- Le Centre du Sacré Cœur pour les travaux et les aménagements participant à l'amélioration du quotidien des résidents – 2,5 M€ (contributions financières) ;
- Le Centre Vivre Ensemble pour les travaux des bâtiments – 1 M€ (contributions financières).

A la clôture de l'exercice les legs affectés concernent :

- Les projets du Centre Lecourbe pour 358K€
- Les projets du Centre Les Romans-La Tremblay pour 42 K€

14. Note 14 - Tableau des dettes et ventilation par échéance

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires (*)	-	-	-	-
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	45 632 616	3 166 210	11 260 168	31 206 239
- à 1 an au maximum à l'origine	-	-	-	-
- à plus de 1 an à l'origine	45 632 616	3 166 210	11 260 168	31 206 239
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)	1 521 555	426 241	948 525	146 789
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 172 987	6 172 987	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	17 635 879	17 635 879	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 289 423	1 289 423	-	-
Autres dettes (**)	6 126 920	6 126 920	-	-
Produits constatés d'avance	132 646	132 646	-	-
TOTAL	78 512 027	34 950 307	12 208 693	31 353 028
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 009 080,76	0,00	0,00	0,00
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 330 448,64	0,00	0,00	0,00
(**) Dont envers les associés	0,00	0,00	0,00	0,00

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	1 526 518,68
Personnel - congés à payer	3 627 003,30
Personnel - autres charges à payer	1 352 139,66
Charges s/provision congés à payer	1 988 413,74
Organismes sociaux à payer	947 284,80
Etat charges a payer	2 096 871,68
Autres charges à payer	229 281,30
Total	11 767 513

AUTRES INFORMATIONS

15. Note 15 – Effectif moyen

Effectifs totaux inscrits au 31/12	Hommes		Femmes		Total		Evol. 24/23	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	En nb	En %
Cadres	74	82	179	197	253	279	26	10%
ETAM	249	269	1 140	1 277	1 389	1 546	157	11%
Ouvriers	95	85	207	205	302	290	-12	-4%
dont personnel détaché fonction publique	8	8	27	33	35	41	6	17%
Total	418	436	1 526	1 679	1 944	2 115	171	9%

Au 31/12/2024, l'effectif des personnels salariés de la Fondation s'élevait à 2 115, soit une évolution de 171 salariés par rapport à l'exercice précédent.

16. Note 16 - Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite au 31/12/2024 ont été évaluées en retenant les hypothèses ou éléments suivants :

- Age de départ prévu : 65 ans pour les cadres et non cadres
- Taux de rotation des salariés : 15% constant jusqu'à 40 ans, 2% au-delà pour la catégorie cadre et non cadre
- Taux de progression des salaires : 1 % pour les cadres et non cadres
- Taux de charges sociales et fiscales : 53 % pour les cadres et non cadres
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.25 % (inflation comprise).
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2020-2022
- CCN 1951 (FEHAP) et CCN 66 (NEXEM)

Le montant de la provision pour indemnité de départ à la retraite, figurant au bilan au 31/12/2024, s'élève à 5 443 140 €.

ETABLISSEMENT	DETTE ACTUARIELLE	PROVISION BILAN		MOUVEMENTS AU COMPTE DE RESULTAT
	31/12/2024	31/12/2024	%	31/12/2024
SIEGE	4 293	4 293	100%	-5 124
CMS LECOURBE	556 525	556 525	100%	-105 080
CMS CROISIC	300 518	300 518	100%	-87 772
CH DINAN / SAVS	2 407 358	2 407 358	100%	-1 093 397
CENTRE FORBIN (CHRS & LHSS)	93 455	93 455	100%	-15 278
EHPAD SAINT BARTHELEMY	410 431	410 431	100%	-42 887
SACRE CŒUR	230 821	230 821	100%	-58 084
VIVRE ENSEMBLE	332 179	332 179	100%	-127 327
LATTAY	139 769	139 769	100%	139 769
LES RECOLLETS	550 861	550 861	100%	-309 822
SAINT RAPHAEL	185 936	185 936	100%	-40 894
SAINTE GERMAINE	121 380	121 380	100%	-11 118
SAINT MARTIN	109 617	109 617	100%	109 617
TOTAL	5 443 143	5 443 143	100%	-1 647 397

17. Note 17 – Engagements hors bilan

Engagements donnés :

SIEGE :

Nantissement de valeurs mobilières de placement en garantie de prêts bancaires accordés aux établissements : Centre Hospitalier DINAN – Saint Briec : nantissement, accordé au profit du CMB-Caisse de Dinan, de 2 716 parts de SCPI Primopierre pour un montant de 488 880 € en garantie de 7 prêts accordés à l'établissement (échéance 2024, 2026, 2031, 2033, 2034 et 2038) dont le montant total des capitaux restant dus s'élève au 31/12/24 à 4 243 347 €.

Hypothèque : Centre Hospitalier DINAN – Saint Briec : privilège de prêteurs de deniers pour 1.200.000 € sur les bâtiments acquis à Saint Briec en 2018 au profit du CMB-Caisse de Dinan en garantie du prêt accordé à l'établissement pour l'acquisition des bâtiments.

C.M.S. Lecourbe : hypothèques conventionnelles sur le droit au bail à construction portant sur l'ensemble immobilier 223 rue Lecourbe à Paris (15^{ème}) pour les montants de 8.796.877 €, 4.800.000 €, 3.200.000 € et 2.035.000 €, soit un total de 18.831.877 €, au profit du Département de Paris qui s'est porté garant auprès de la CDC du remboursement des prêts contractés par l'établissement.

C.H.R.S Forbin : hypothèque légale sur le droit au bail emphytéotique portant sur l'ensemble immobilier 35-41 rue de Forbin à Marseille (2^{ème}) pour un montant de 1.378.537 € au profit de la CDC en garantie des deux prêts consentis en 2015 à l'établissement.

EHPAD Saint Barthélemy : hypothèque conventionnelle sur le droit au bail à construction portant sur l'ensemble immobilier 72 avenue Claude Monet à Marseille (14^{ème}) au profit de :

- Crédit Mutuel de Bretagne – Caisse de Dinan à hauteur de 1.524.490 €
- Crédit Mutuel ARKEA à hauteur de 2.134.286 €, 2.896.531 € et 1.829.388 €, soit un total de 6.860.205 €
- Crédit Mutuel de Marseille – Caisse de Saint Marguerite à hauteur de 1.067.143 €
- en garantie des prêts et crédits par signature consentis à l'établissement par ces banques.

Le compte de titres détenu par le siège de la fondation chez Arkea (Federal Finance) est nanti à hauteur de 270 000 €.

CMS LE CROISIC

Nantissement de 1.175 parts de SCPI Primopierre et de 1.203 parts de SCPI Primovie pour un montant total de 479 521 € au profit du CMB-Caisse de Dinan en garantie d'un prêt contracté en 2018 d'un montant initial de 1.954.000 €.

C.H. DINAN-SAINT BRIEUC:

Nantissement de parts de SCPI en garantie de prêts accordés par le CMB-Caisse de Dinan :

- 1.848 parts Primovie (375.144 €) en garantie d'un prêt de 1.900.000 € à échéance 07/2033 (capital dû au 31/12/24 : 957 002 €)
- 842 parts Primopierre (151.560 €) en garantie d'un prêt de 700.000 €, accordé en 06/2018, à échéance 06/2033 (capital restant dû au 31/12/2024 : 466 667 €)

EHPAD SAINT BARTHELEMY :

Nantissement d'un compte à terme d'un montant de 31.000 € (échéance 16/10/2023) en garantie d'un prêt bancaire accordé par le CMB – Caisse de Dinan à échéance 09/2028 (capital dû au 31/12/24 : 55 118 €).

Nantissement de 281 parts de SCPI Primovie (57.043 €) en garantie d'un prêt de 228.000 € accordé par le CMB - Caisse de Dinan en mars 2019 à échéance mars 2039 (capital dû au 31/12/24 : 161 285 €).

SAINT MARTIN DES DOUËTS

Nantissement de 1933 parts sociales B Crédit Coopératif valorisées à 15.25 € soit un total de 29 478.25 €, en garantie d'un prêt de 2 947 065 € à échéance du 30/06/2049 (capital restant dû au 31/12/2024 : 2 741 787 €).

Engagements reçus :

Garantie du Département de Paris pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CMS Lecourbe à hauteur de 18.831.877 €.

Garantie de la Ville de Marseille pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CHRS Forbin à hauteur de 2.187.961 €.

Garantie de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CHRS Forbin à hauteur de 1.378.537 €.

18. Note 18 - Information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants

Au sein de la Fondation, les trois plus hauts dirigeants visés par l'article 20 de la loi sur le volontariat associatif du 23 Mai 2006 sont des bénévoles, non rémunérés.

19. Note 19 - Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'élèvent à 177 280 € TTC.

INTERVENTION	CAC
• Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	136 000 € TTC
• Autres missions	41 280 € TTC
Honoraires totaux	177 280 € TCC

20. Note 20 – Bénévolat

Le bénévolat n'a été valorisé que lorsqu'il représente un montant significatif.

Pour le CMS du Croisic, l'action des bénévoles (réalisée par une bénévole et l'association Bol d'Air) représente 3 892 heures qui représentent, sur la base du smic horaire, un montant de 46 237 €.

Au siège, deux mécénats de compétences ont été mis en place avec la société Synchrone qui a mis à disposition de la fondation deux consultants en gestion de projet « définition et déploiement de processus harmonisés » durant 224,5 heures en 2024. Cette mise à disposition, sur la base du smic horaire, est valorisé à hauteur de 63 398 €.

Au siège, un mécénat de compétences a été mis en place avec la One Point qui a mis à disposition de la fondation un référent qualité assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet SI RH durant 255 heures en 2024. Cette mise à disposition, sur la base du smic horaire, est valorisé à hauteur de 11 347,50 €.

21. Note 21 - Compte d'emploi des ressources

La Fondation Saint Jean de Dieu a fait, au moyen de son site internet, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2024.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation.

Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

22. Note 22 - Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat.

La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature

Détail des charges par origine et destination 31/12/2024

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	
	Réalisées en France Par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Réalisées à l'étranger Par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Générosité du public	Autres ressources
Achats de marchandises	8 643 597					
Variation de stock	24 321					
Autres achats et charges externes	28 603 339					28 200
Aides financières						
Impôts, taxes et versement assimilés	10 185 364				5 570	
Salaires et traitements	70 015 193				55 173	
Charges sociales	30 350 131				21 752	
Dotations aux amortissements et dépréciations	8 340 350					
Dotations aux provisions	-					
Report en fonds dédiés	-	-		-		
Autres charges	2 041 702	11 481		212 361	51 412	
Charges financières	1 318 248					
Charges exceptionnelles	200 363					
Participations des salariés aux résultats						
Impôt sur les bénéfices						
Total	159 722 608	11 481	-	212 361	133 907	28 200

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions et dépréciations	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL
Achats de marchandises	33 906				8 677 504
Variation de stock					24 321
Autres achats et charges externes	916 814				29 548 353
Aides financières					-
Impôts, taxes et versement assimilés	95 984				10 286 918
Salaires et traitements	509 191				70 579 558
Charges sociales	455 382				30 827 264
Dotations aux amortissements et dépréciations		816 841			9 157 191
Dotations aux provisions		1 055 040			1 055 040
Report en fonds dédiés				3 010 909	3 010 909
Autres charges	243 296				2 560 253
Charges financières	181 756				1 500 004
Charges exceptionnelles	1 219				201 582
Participations des salariés aux résultats					-
Impôt sur les bénéfices			117		117
Total	2 600 177	2 472 731	117	3 010 909	168 192 491

Détail des contributions volontaires en nature par origine et destination 31/12/2024

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger		
Secours en nature Mises à disposition gratuites de bien Prestations de service Personnel bénévol	120 983			

Compte de résultat par origine et destination

A - Produits et charges par origine et destination	Exercice N		Exercice N-1	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
Produits par origine				
1. Produits liés à la générosité du public	1 962 486	1 962 486	945 718	581 783
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat	1 962 486	1 962 486		
Dons manuels	541 651	541 651	521 187	581 783
Legs, donations et assurance	1 395 835	1 395 835	424 531	
Mécénat	25 000	25 000		
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public	8 687 307		17 354 904	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 787 900		6 946 721	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	6 899 407		10 408 183	
3. Subventions et concours publics	148 977 931		137 893 655	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	3 643 844		355 462	
5. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	4 266 735	635 097	2 793 098	355 622
Total	167 538 303	2 597 583	159 342 837	937 405
Charges par destination				
1. Missions sociales				
1.1 Réalisées en France	159 946 450	538 226	145 735 533	259 661
Actions réalisées par l'organisme	159 722 608	314 384	145 640 303	164 431
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	11 481	11 481	5 730	5 730
1.2 Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme			89 500	89 500
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	212 361	212 361		
2. Frais de recherche de fonds	162 107	95 362	95 961	95 961
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	133 907	95 362	95 961	95 961
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	28 200			
3. Frais de fonctionnement	2 600 177		3 104 649	
4. Dotations aux provisions et dépréciations	2 472 731		1 283 016	
5. Impôt sur les bénéfices	117			
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	3 010 909	410 317	10 631 316	581 783
Total	168 192 491	1 043 905	160 850 475	937 405
Excédent ou déficit	-654 188	1 553 678	-1 507 638	0

Contribution volontaire en nature par origine et destination

B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
Produits par origine				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	-			
Bénévolat	46 237	46 237	19 397	
Prestations en nature	74 746	74 746		
Dons en nature	-			
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public	-			
3. Concours publics				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Total	120 983	120 983	19 397	
Charges par destination				
1. Contribution volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	120 983	120 983	19 397	
Réalisées à l'étranger				
2. Contribution volontaires à la recherche des fonds				
3. Contribution volontaires au fonctionnement				
Total	120 983	241 965	19 397	

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION

PRODUITS PAR ORIGINE

1- Produits liés à la générosité du public

○ Cotisations sans contrepartie

Sommes versées par les membres sans qu'un bien ou un service équivalent leur soit rendu en échange direct.

○ Dons, legs et mécénat

- « Dons manuels » : dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Les recettes issues des ventes de dons en nature
- Les produits issus des legs, donations et assurances vie
- Les recettes de mécénat. Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général. Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.
- Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance. Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

○ Autres produits liés à la générosité du public

- La quote-part de générosité reçue d'autres organismes ;
- Les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public :
 - Les redevances d'actifs incorporels ;
 - Les loyers ;
 - Les produits financiers ;
 - Les plus ou moins-values de cessions de ces actifs à l'exclusion des plus ou moins-values relatives aux biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés.

2- Produits non liés à la générosité du public

2-1 Cotisations avec contrepartie

Sommes versées par des membres en échange d'un bien ou d'un service déterminé fourni par la Fondation.

2-2 Parrainage des entreprises

Contrat commercial par lequel une entreprise apporte un soutien financier, matériel ou en nature à une association ou fondation en échange d'une visibilité ou d'une prestation valorisable (publicité, promotion, stand, etc.).

2-3 Contributions financières sans contrepartie

Contributions financières reçues en provenance d'autres entités privées à but non lucratif.

2-4 Autres produits non liés à la générosité du public

Revenus des activités non contrôlées et des actifs non-acquis à l'aide de recettes issues de la générosité du public et revenus des manifestations

3- Subventions et concours publics

Subventions (subventions d'investissement et subventions d'exploitations) et des concours publics (notamment financement des Agences Régionales de Santé et des Conseil Départementaux).

4- Reprises sur provisions et dépréciations

Reprises sur provisions pour dépréciations des actifs et sur provisions pour risques et charges.

5- Utilisations des fonds dédiés antérieurs

Les fonds dédiés sont des ressources qui, à la clôture de l'exercice, n'ont pas été utilisées conformément à l'engagement pris envers les financeurs. Ces fonds sont comptabilisés au passif du bilan et sont reportés pour être utilisés dans les exercices suivants.

La reprise sur fonds dédiés intervient lorsque les engagements liés à ces fonds sont réalisés. Cela permet de transférer les fonds du passif au compte de résultat, reflétant ainsi leur utilisation effective.

CHARGES PAR DESTINATION

1- Missions sociales

La Fondation Saint Jean de Dieu a pour mission :

- L'accueil et le soutien de tout être humain malade, pauvre, exclu, dans la détresse et la souffrance physique et morale
- La création, la gestion ou le soutien d'activités présentant un caractère sanitaire, médico-social, social ou éducatif, au sens large, y compris la formation.

La Fondation exerce ses activités en France et dans tous les pays où sa finalité sociale et d'aide aux démunis l'appelle à intervenir.

Ces missions sociales sont ventilées par types d'actions :

1-1 Réalisées en France

Actions réalisées par l'organisme : toutes les actions organisées directement, comme l'accueil et l'hébergement en établissement médico-social et sanitaire ou encore l'accès à la formation en France.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France : actions réalisées indirectement par exemple, les couts indirects de structures ou de fonctionnement.

1-2 Réalisées à l'étranger

Actions réalisées par l'organisme : toutes les actions organisées directement, comme l'accueil et l'hébergement en établissement médico-social et sanitaire ou encore l'accès à la formation à l'étranger.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger : actions réalisées indirectement par exemple, les couts indirects de structures ou de fonctionnement pour les actions réalisées à l'étranger, comme des interventions médicales.

2- Frais de recherche de fonds

2-1 Frais d'appel à la générosité du public

Prestations directement liées aux dons : campagnes, évènements et logiciel, les charges de personnel du pôle collecte.

2.2 Frais de recherche d'autres ressources

Frais directs de recherche d'autres ressources, notamment sous forme de prestations de service.

3- Frais de fonctionnement

Frais de fonctionnement de la Fondation qui comprennent l'ensemble des charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité, notamment les services du siège : communication, comptabilité, ressources humaines, informatique...

4- Dotations aux provisions et dépréciations

Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs et aux provisions pour risques et charges.

5- Impôt sur les bénéfices

Désigne l'impôt payé à la fin de l'exercice.

6- Reports en fonds dédiés de l'exercice

Les reports en fonds dédiés sont les montants non utilisés à la clôture de l'exercice, qui sont reportés pour être utilisés dans les exercices suivants. Ces montants sont comptabilisés au passif du bilan et sont transférés au compte de résultat lorsque les engagements liés à ces fonds sont réalisés

B- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Une contribution volontaire en nature est un don non monétaire à une association, une organisation à but non lucratif ou une autre entité. Il peut s'agir de biens, de services ou de temps offerts gratuitement. Celles-ci sont réparties en fonction de leur nature et ne sont valorisées que lorsqu'elles représentent un montant significatif.

PRODUITS PAR ORIGINE

1- Contributions volontaires liées à la générosité du public

- Bénévolat (don de temps et de compétences par des particuliers)
- Dons en nature (biens matériels donnés à l'association, comme des fournitures, des équipements, ou des locaux)
- Prestations en nature (services ou des biens fournis gratuitement par des entreprises)

2- Contributions volontaires non liées à la générosité du public

3- Concours publics en nature

- Prestation en nature
- Dons en nature

CHARGES PAR DESTINATION

- 1- Contributions volontaires aux missions sociales
 - Réalisées en France
 - Réalisées à l'étranger
- 2- Contributions volontaires à la recherche de fonds
- 3- Contributions volontaires au fonctionnement

ORDRE DE PRIORITÉ DE CONSOMMATION DES RESSOURCES :

- 1- Ressources fléchées
Toutes ressources affectées pour le financement d'un projet explicitement défini.
- 2- Subventions et concours publics
Subventions (subventions d'investissement et subventions d'exploitations) et des concours publics (notamment financement des Agences Régionales de Santé et des Conseil Départementaux).
- 3- Contributions financières
Contributions financières reçues en provenance d'autres entités privées à but non lucratif
- 4- Ressources issues de la générosité du public selon l'ordre suivant (se référer aux définitions précédentes)
 - 4-1 Les frais de recherche de fonds
 - 4-2 La mission sociale
 - 4-3 Le fonctionnement

Compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Emplois par destination	Exercice N	Exercice N-1	Ressources par origine	Exercice N	Exercice N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Missions sociales	538 226	259 661	1. Ressources liées à la générosité du public	1 962 486	581 783
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
Actions réalisées par l'organisme	314 384	164 431	1.2 Dons, legs et mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	11 481	5 730	Dons manuels	541 651	581 783
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie	1 395 835	
Actions réalisées par l'organisme	212 361	89 500	Mécénats	25 000	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger					
2. Frais de recherche de fonds	95 362	95 961	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	95 362	95 961			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
Total des emplois	633 588	355 622	Total des ressources	1 962 486	581 783
4. Dotations aux provisions et dépréciations			2. Reprises sur provisions et dépréciations		
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	410 317	581 783	3. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	635 097	355 622
Excédent de la générosité du public de l'exercice	1 597 209		Déficit de la générosité du public de l'exercice		
Total	2 641 114	937 405	Total	2 597 583	937 405

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	0	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	1 597 209	
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	1 597 209	0

Contributions volontaires en nature	Exercice N	Exercice N-1		Exercice N	Exercice N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1 - Contributions volontaires aux missions sociales			1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées en France	120 983	19 397	Bénévolat	46 237	19 397
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	74 746	
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds			Dons en nature		
3 - Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL	120 983	19 397	TOTAL	120 983	19 397

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.